

La Nation

Journal vaudois

JAA. 1000 Lausanne 1

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



Une révolution sans chef

M. David L'Épée est un penseur politique neuchâtois, un essayiste à la plume aisée et mordante. Anticapitaliste, anarchiste, conservateur, il se situe dans la ligne du philosophe Jean-Claude Michéa, dont *La Nation* a déjà parlé, et de George Orwell. Nous l'avons reçu plus d'une fois comme conférencier à nos Entretiens du mercredi. Il est aujourd'hui fiché par la police française pour avoir appelé le peuple à la révolution dans une vidéo¹ intitulée *Le gouvernement doit tomber avant Noël*. Cette vidéo a rencontré un beau succès sur le net. On y voit M. L'Épée, en médaillon, sur un fond d'affrontements violents entre les gilets jaunes et les forces de police. Sur un ton grave et tendu, il dit son enthousiasme de voir ce mouvement tout emporter sur son passage, des ouvriers aux entrepreneurs, des classes moyennes aux paysans, des médecins aux infirmières, des campagnes aux banlieues, des gentils protestataires aux méchants casseurs, et bientôt, qui sait, à ces autres victimes du système que sont les agents de la force publique.

Il attribue une grande importance au caractère spontané de ce soulèvement populaire. Fallait-il en effet des motifs puissants et profonds pour unir et soulever en même temps, et malgré l'absence de *leader*, tant de personnes qui ne se connaissaient pas et ne partageaient ni les mêmes idées, ni les mêmes revendications? Cette spontanéité suggère à M. L'Épée que les gilets jaunes sont porteurs d'un mouvement général qui les dépasse, préfigurant une situation de démocratie idéale où le peuple, debout comme un seul homme, assume pleinement, sans être parasité par des «représentants», son statut de fondateur de l'ordre politique.

Disons-le tout de suite, nous ne croyons pas à ce peuple mystique, creuset de toutes les vertus et matrice de la vérité politique. Nous voyons le peuple comme une réalité sociale essentielle, certes, diverse et structurée, existant à travers une histoire nationale, constitué de communautés de toutes sortes, familiales, sociales, professionnelles, religieuses. Mais ces structures complexes, c'est l'autorité politique qui les donne au peuple, par son action permanente en vue du bien commun. Sans une vision et une direction d'ensemble, le peuple se défait et se transforme en une simple masse dépareillée d'individus, l'attention de chacun d'eux se réduisant à ses intérêts immédiats.

La révolution a ses exigences propres. Elle surfe sur les passions et

les passions ne se perpétuent que sur le mode de la croissance, si possible exponentielle. Il faut que chaque manifestation soit plus ample et violente que la précédente. Plus rapprochée aussi, ce qu'empêche le caractère hebdomadaire programmé des gilets jaunes. Il faut rendre la situation irréversible, par la destruction de symboles hais ou sacrés, – la prise de la Bastille, la destruction de la colonne Vendôme, l'assassinat du roi Louis XVI –, par l'occupation méthodique des lieux du pouvoir, par du sang versé et par des morts violentes. Il faut atteindre ce point de non-retour où la révolution se nourrit d'elle-même, où l'insurrection et la répression se suscitent l'une l'autre dans un ébranlement croissant de la société, jusqu'à l'explosion.

M. L'Épée semble penser que cette insurrection peut ouvrir la porte à un ordre juste et conforme aux aspirations fondamentales du peuple. On pourrait l'imaginer, à la limite, si elle était conduite par un chef charismatique incarnant le pays profond, mû par une vision politique à la fois entraînant et réaliste. Même dans ce cas, cependant, les excès de la révolution auraient détruit tant d'habitudes sociales, de liens de confiance et de freins moraux, que le rétablissement d'un ordre élémentaire exigerait des mesures de contrôle politique, social et médiatique incomparablement plus draconiennes que celles qu'on pouvait reprocher au régime abattu. Et nous ne parlons pas du gouffre financier et du bouleversement économique causé par l'événement.

C'est pour cela qu'une révolution est toujours une catastrophe. Quels que soient leurs bons motifs, ceux qui la déclenchent et la conduisent jusqu'au bout prennent du même coup la responsabilité morale de ses conséquences principales et collatérales.

Dans le cas d'une révolution sans chef, l'idée d'un ordre qui en naîtrait (*ordo ab chao*, la devise franc-maçonne) est tout simplement impensable. Le désordre ne peut engendrer qu'un désordre plus grand. Ou alors, il s'arrête de lui-même, sous le poids de la nature des choses (la nécessité de travailler pour gagner sa vie au quotidien, le besoin d'un ordre minimal, la lassitude des acteurs et leur désir de tranquillité, l'irritation, aussi, du citoyen sans gilet dont la vie est perturbée par les manifestations et la casse qui les accompagne).

Dans sa vidéo, M. L'Épée demande en particulier la proclama-

tion d'un gouvernement provisoire, la convocation démocratique d'une assemblée constituante, le regroupement et l'examen de cahiers de doléances, l'introduction d'un «référendum d'initiative populaire», la rédaction et l'adoption d'une nouvelle constitution, la nationalisation de la banque de France et la sortie de l'Union européenne.

Quoi qu'on en pense sur le fond, ces propositions présentent toutes, sauf les deux dernières, le défaut rédhibitoire de se situer dans une perspective démocratique ordinaire, c'est-à-dire électorale, c'est-à-dire zizanique. Supposons que le gouvernement Macron tombe avant Noël ou un peu après, supposons encore qu'un gouvernement provisoire soit proclamé (par qui?), qu'une assemblée constituante soit démocratiquement convoquée (avec quels moyens?) et produise une nouvelle constitution (qu'y mettrait-on?).

Cela suffira-t-il à remettre en cause l'individualisme égalitaire et progressiste qui imprègne les esprits, aplatis les hiérarchies et dissout les communautés, les ambitions partisans qui dévoient la politique en un affrontement stérile de factions artificielle-

ment opposées, la centralisation qui nie les différences et vide la périphérie au profit du centre, l'étatisme, anonyme, improductif et coûteux, mais si durablement ancré dans la psychologie du peuple et du pouvoir français?

Ce sont ces tares qui ont, au fil des décennies, dégradé un grand pays et jeté les gilets jaunes dans la rue. Elles sont constitutives du régime. Peut-on attendre d'une assemblée constituante qu'elle conteste le régime qui l'a désignée?

Faute d'un chef, la révolte des gilets jaunes est en voie de classement. Mais les motifs qui l'ont suscitée subsistent et grandiront ces prochains temps. L'ancien associé de la banque d'affaires Rothschild ne l'a pas compris et, au fond, s'en moque. Le léger coup de frein qu'il a accepté de donner pour sauver son job, augmentant au passage la dette publique de quelques milliards, ne modifiera pas la marche qu'il impose à la France en direction de sa dissolution dans l'économie mondialisée.

Il est logique de penser que la France redescendra dans la rue.

Olivier Delacrétaux

¹ www.facebook.com/1247721007/posts/10217318051523781/

S'arrêter et sourire

Revenant d'Afrique sahélienne, l'atterrissage en Suisse amène son lot de surprises et, inévitablement, le voyageur redécouvre son pays sous un autre angle. Un élément frappe particulièrement: il existe une certaine courtoisie dans nos échanges quotidiens. Nous sommes menacés de l'oublier mais, poli par des siècles de civilisation, notre mode de vie est imprégné de règles immédiatement inutiles, mais bénéfiques à l'ensemble des rapports sociaux, que l'on appelle la politesse.

Ainsi en va-t-il par exemple de certaines prescriptions de la circulation routière. Pourquoi la voiture cède-t-elle le passage aux piétons? Parce que le piéton, étant plus vulnérable, est tributaire du bon vouloir de la masse de ferraille pour passer sans danger. Le chauffeur se fait donc un honneur de laisser passer le bipède chaussé sans démonstration de sa force, toute relative et passagère.

Cette priorité inversée par rapport à la loi de la jungle offre une perspective qui adoucit la vie en commun. Résultat lointain de la lente soumission des guerriers aux obligations de la charité chrétienne pour canaliser

leur énergie à travers un code de chevalerie, elle a évolué dans nos sociétés démocratiques et laïcisées vers une version subjective du «droit des piétons» sanctionné par la loi positive.

Cependant, cette vision qui consiste à rendre normal et obligatoire un geste originellement magnanime tend à faire perdre de sa noblesse au freinage volontaire, et au chauffeur de sa vertu et de son panache. Force est de constater que l'obligation légale, de par son aspect coercitif risque de dénaturer l'attitude généreuse, et qu'en définitive, certaines règles de la LCR deviennent à la courtoisie ce que le service social est à l'amour du prochain. Avec pour résultat un nouveau durcissement des rapports sociaux.

Un moyen pour le piéton de lutter contre cette évolution fâcheuse est tout simplement de ne pas considérer son passage comme un droit acquis, et de ne pas manquer de remercier le chauffeur qui se soumet à la prescription. Il aura ainsi œuvré de façon efficace et ordonnée pour la paix dans le monde. Et avec élégance.

Jean-Baptiste Bless

Penser Noël

Le Noël de chrétienté était celui de l'espérance. Aujourd'hui, le Noël de laïcité est davantage celui de la nostalgie et de l'harmonie perdue.

F. Walter

Il y a deux ans, Alain Cabantous et François Walter publiaient un remarquable ouvrage sur la construction historique progressive de la fête de Noël¹. Ce travail, basé sur des sources très diverses, retrace l'origine et le développement des pratiques sociales et culturelles qui ont entouré cet événement sur la très longue durée (environ 2000 ans de christianisme), dans le cadre européen. Nous décrivons ci-dessous quelques éléments marquants de cet ouvrage, qui, nous l'espérons, vous permettront d'appréhender Noël d'une manière plus riche et réfléchie.

Dans les Évangiles, les récits de la Nativité sont très succincts et avarés de détails. Face à l'inaccessibilité du mystère de l'incarnation du Dieu fait Homme, on a vu fleurir, surtout à partir du IV^e siècle, des références symboliques, des narrations merveilleuses, des représentations iconographiques et des pratiques de dévotion envers les divers acteurs de la Nativité, afin de rendre ce mystère lisible pour le commun des mortels. La première célébration de Noël dont nous ayons connaissance remonte au IV^e siècle. Cette fête a alors pour but d'être un repère liturgique pour les fidèles.

C'est le 25 décembre qui sera choisi par l'Église pour célébrer la Nativité. Selon les recherches récentes, il apparaît que cette date avait une signification cosmique forte mais ne coïncidait avec aucune célébration païenne. En la choisissant, les Pères de l'Église manifestent leur volonté d'affirmer une fête chrétienne entre deux grandes fêtes du calendrier romain (les saturnales et les calendes). C'est une manière de proclamer que la lumière du Christ brille au milieu d'un monde de superstitions.

Depuis le Moyen Âge et jusqu'au XVII^e siècle, le temps de Noël est celui des bouleversements. Le monde est inversé, les hiérarchies sont renversées, les faibles prennent l'ascendant sur les forts. Il en reste une trace aujourd'hui encore avec le choix du roi au moyen d'une fève cachée dans une galette, le jour de l'Épiphanie. Noël est alors souvent le théâtre d'excès et de débordements : opulence, nuit de bal et de débauche, superstitions, croyances maléfiques.

Dans le prolongement de la Réforme et de la Contre-Réforme, les autorités religieuses et civiles essaient de mettre progressivement de l'ordre dans la manière de célébrer Noël, au risque de priver la fête de sa dimension populaire. D'autres formes de célébrations prendront ainsi la place des festivités indésirables. La fête de Noël va alors se développer autour du contexte familial.

La Nativité n'est pas devenue une fête familiale avec l'avènement du monde bourgeois et conservateur. Bien que la célébration collective ait été une des composantes majeures des Noëls d'antan, la dimension familiale de cette fête était présente bien avant le XIX^e siècle. Le Noël bourgeois ne constitue pas une rupture mais il s'inscrit dans la continuité de traditions antérieures. C'est dans ce

contexte que la fête de famille va évoluer vers une véritable fête de la famille².

En tant que célébration hautement symbolique qui mobilise toute la population, Noël est un moment de choix à disposition des pouvoirs pour faire passer un message. Dès le IV^e siècle, dans le contexte d'institution du christianisme comme religion d'Etat, la fête de Noël s'implante comme une célébration éminemment politique. On veut ainsi célébrer la naissance du Christ-Roi, comme on célèbre l'anniversaire des empereurs. Au Moyen Âge, à travers l'iconographie, on célèbre les mages comme les représentants des autres nations, venus adorer le Christ et rendant ainsi hommage à l'Empereur chrétien. Le temps de Noël est alors propice aux cérémonies diplomatiques et politiques, afin de leur conférer une symbolique chrétienne marquée. Charlemagne et Guillaume le Conquérant seront couronnés le jour de Noël (respectivement en 800 et en 1066). Mais avec la Révolution française et la propagation des idées des Lumières, la fête se laïcise. La Nativité est débarrassée de ses références judéo-chrétiennes pour la rattacher à des origines païennes antérieures au christianisme.

On ne sait pas dater exactement la plupart des éléments qui entourent la célébration de Noël, ce qui n'implique pas pour autant qu'ils remontent à des temps immémoriaux. Ce n'est qu'avec l'apparition des techniques typographiques qui permettent la reproduction et la diffusion d'illustrations à bon marché que les pratiques se répandent et se généralisent. A partir du XX^e siècle, on assiste à un métissage des pratiques au moyen de vecteurs puissants tels que l'internationalisation de la publicité dès les années 1930, le cinéma et la diffusion de chansons de Noël. C'est notamment la publicité pour Coca-Cola qui a diffusé l'image du Père Noël telle que nous la connaissons aujourd'hui, mais son origine, en tant que substitut à Saint-Nicolas, est bien plus lointaine.

La célébration de la naissance du Christ fut souvent la cible de diverses condamnations. La Réforme a cherché à bannir le calendrier liturgique et toutes formes de superstitions, prônant que chaque jour de l'année était saint et devait être honoré à la gloire de Dieu. Certaines régions réformées tentèrent donc d'éradiquer Noël, sans grand succès. Les révolutions balayèrent systématiquement la Nativité, dans la perspective d'imposer un nouvel ordre du temps et surtout d'éradiquer toute référence chrétienne. Dans un tel contexte, célébrer Noël devenait un acte de résistance.

Le temps de Noël est aussi propice aux protestations sociales : les casseurs s'en prennent à la société de consommation qui les a laissés sur le carreau, on assiste à des révoltes dans les pénitenciers, et les ennemis du consumérisme et de l'impérialisme américain se manifestent vigoureusement à cette occasion (la propagande communiste et les mouvements étudiants des années 1960 en sont des exemples caractéristiques).

A notre époque, il subsiste des remises en causes radicales, notamment contre l'hyperconsommation, mais aussi en réaction à la dimension familiale et chrétienne de cette célébration. En 2013, par exemple, une Femen (groupe féministe radical) profane l'Église de la

Madeleine à Paris en «avortant» Jésus devant l'autel et en criant «Noël est annulé». On peut aussi mentionner les polémiques que suscitent chaque année les crèches dans l'espace public.

Avec le déclin du référentiel religieux, les valeurs laïques de la famille, de la joie et de la paix se sont imposées. La célébration de Noël est devenue un vecteur de pratiques familiales aux composantes nostalgiques et émotionnelles, sans référence religieuse. Progressivement, dans cet espace vacant, Noël s'installe comme une fête commerciale avec l'avènement de la société de consommation dans les années d'après-guerre. Le moment-clé de la fête est désormais la distribution des cadeaux. L'échange de cadeaux, comme renforcement des liens familiaux et des relations sociales (notamment envers les enfants et les domestiques) a précédé le consumérisme du XX^e siècle. C'était déjà une pratique courante dans l'Empire romain avec les étrennes. Mais ce qui change avec le tournant de l'après-guerre, c'est que les cadeaux deviennent un élément indispensable de la fête. Ainsi, certaines familles consentent à des sacrifices financiers inconsidérés pour répondre à cette obligation sociale.

Dépourvu de sa signification chrétienne, Noël pouvait désormais s'exporter à toute la planète comme célébration de la famille, des enfants, de la paix et de l'opulence.

En tant que puissant révélateur culturel et social, Noël nous a permis de revenir, certes de manière un peu schématique, sur quelques moments clés de l'histoire occidentale. Véhiculant des enjeux religieux, sociaux, collectifs et fami-

liaux, Noël est une fête explosive. A l'ère de la post-modernité et de l'éclatement de la famille, la Nativité est devenue une fête contradictoire qui dérange et illustre souvent le délitement des liens sociaux et familiaux, l'absence de référents traditionnels et religieux. La confusion qui s'impose à l'approche de chaque Noël – où il semble y avoir autant de manières de célébrer l'événement que d'individus en Occident – est symptomatique de notre époque. Les adeptes du politiquement correct vont jusqu'à banaliser l'événement en souhaitant désormais de «bonnes fêtes de fin d'année».

Il est du devoir de tout chrétien de redonner à Noël son sens pour en faire une occasion de proclamer l'espérance évangélique. Car cette espérance transcende les époques et les pratiques culturelles et sociales. Elle est le fondement même de la fête de la Nativité et l'accomplissement de l'oeuvre de Rédemption qui aboutira à la Croix et à la Résurrection. Renonçant à la tentation de jeter le bébé avec l'eau du bain, nous concluons avec Jean Calvin : «C'est une chose bonne que nous ayons un jour en l'an auquel on nous montre le profit qui nous revient de ce que Jésus-Christ est né au monde et que l'histoire de sa nativité soit récitée»³.

Cosette Benoit

¹ Cabantous Alain, Walter François, *Noël, une si longue histoire...*, Paris : Payot & Rivages, 2016, 398 pages.

² *Ibid.*, p. 228.

³ Cité par Meylan Henri, «Fêter Noël ou pas? Une controverse dans l'Église neuchâteloise du XVI^e siècle», *Revue d'histoire et de philosophie religieuses*, 1974, n° 1, p. 50.

La fin de «Commentaires.com»?

Après vingt ans de service, M. Philippe Barraud ferme son site «commentaires.com». Les coûts de l'entretien du site, les insultes régulières et la vulgarité de beaucoup des commentateurs ont eu raison de son engagement. Et puis, à *quoi bon?*, se demande-t-il. Les ultra-libéraux ont gagné la partie, la croissance à tout prix est devenue un dogme unanimement révé, les protections sociales se voient partout démantelées, son lectorat est allergique à l'écologie. L'humanité court à sa perte, et elle s'en fout.

Alors M. Barraud, qui aura 70 ans l'année prochaine, a décidé de se retirer. Désormais, il contempera la course des étoiles, à l'œil nu ou relié par internet à son télescope de location installé en Amérique du Sud, parcourra la nature en long et en large, gravira ses chères montagnes, en un mot, cultivera son jardin.

Dans un premier temps, nous voulions parler des nombreux journaux auxquels il a collaboré, de sa conception du rôle du rédacteur en chef qu'il fut à *La Gazette*, de l'ouvrage passionnant qu'il a consacré à un astronome vaudois et qu'il était venu nous présenter lors d'un de nos Entretiens du mercredi : «L'homme qui aimait trop le ciel. La trajectoire fulgurante et tragique de Jean-Philippe Loys de Cheseaux»¹, de ses partis pris, parfois excessifs, de ses foudres antiracistes, de ses fureurs aveugles contre les présidents Trump et Poutine, des relations cycliques que nous entretenons avec lui; regretter

sincèrement la perte objective pour le pays que représente la disparition d'un organe d'opinion; décrire enfin l'excellence de son style, fluide, sans rien en lui qui pèse ou qui pose, sans vides ni lourdeurs, parsemé de formules légères, parfumé d'une ironie plus légère encore. Mais ç'aurait trop eu l'air de solder un compte, voire de publier un éloge funèbre... et surtout, de tenir sa décision pour acquise.

M. Barraud est en toutes choses un homme de passion, il lui est pénible de se heurter à l'indifférence générale. Mais il lui sera tout aussi pénible de se taire durablement. Des nombreuses personnes qui ont écrit sur son site pour lui manifester leur reconnaissance et leur regret, plusieurs ont fait allusion à la possibilité d'entretenir un site plus léger, voire un simple blog.

Quant à l'efficacité, M. Barraud se trompe. Ecrire bien quelque chose de juste, même sans être beaucoup lu et encore moins suivi, a sa valeur en soi. Les ouragans de crises, pas seulement écologiques, qui nous menacent sont peut-être inévitables, ou peut-être pas. Mais la conviction qu'il y a toujours quelque chose à sauver ou à éviter, le sentiment de notre propre dignité et d'une solidarité naturelle avec nos contemporains et nos descendants nous interdisent de demander à *quoi bon?* Il faut se relever et reprendre la marche.

O. D.

¹ Ed. Corcaroli, 2015.

Questions sans réponses

Dans un pays d'abondance et de paix, il est difficile d'admettre le mal. Celui-ci est d'abord dénié et un humour involontaire enrobe parfois ce déni. Les questions sans réponses s'accumulent quand la presse relate certains événements étranges.

Un garçon de 19 ans est arrêté à la Vallée de Joux. Il a tué un autre jeune à Yverdon. Il est connu des services de police pour actes de violence, infractions contre le patrimoine et infractions à la loi sur les stupéfiants. Les gens disent qu'il est agité, mais gentil. Une maman affirme: *Il a une gueule d'ange*. Tout le monde se rappelle la bonne réputation de la famille. *Malgré cela il a mal tourné, ils ne savaient pas qu'en faire*, dit un voisin.

Pourquoi *Gueule d'ange* a-t-il fini par tuer? On a l'impression que les gens vivent dans une série télévisée. Ils croisent leur prochain sans le connaître vraiment.

Les prisons vaudoises regorgent de dealers. Les dealers incarcérés sont immédiatement remplacés dans les rues. Il y a donc une demande énorme de

drogue. Pourquoi une partie non négligeable de nos concitoyens a-t-elle besoin de fuir la réalité en consommant des stupéfiants?

En cinq mois, trois gymnasiens yverdonnois se sont suicidés. Une rumeur court selon laquelle il existe une liste d'élèves à harceler jusqu'à ce qu'ils se donnent la mort. La police enquête, personne n'a jamais vu cette liste et il semble qu'elle n'existe pas. Cellule de crise, soutien psychologique. Les journalistes se pressent chez le directeur de l'établissement. Les élèves se plaignent. Le directeur doit être d'une envergure inhabituelle, car on lit dans *24heures*: *Assis autour d'une table dans son bureau, le directeur nous confirme qu'il a entendu les remarques...* (Ah! la délicieuse rupture de construction... mais passons).

En outre, le moral des gymnasiens est miné par l'ambiance dans les classes. Des enseignants les rabaisent et les dévalorisent. *Vous n'êtes pas capables, vous n'avez pas un beau futur*, disent ceux-ci. Certains élèves boivent de la vodka en classe ou fument des joints pour résister à la pression et te-

nir pendant les cours. Les professeurs et les concierges ne disent rien, mais Léo corrige: *si, ils nous saluent car ils sont polis [...] il faudrait vraiment que le gymnase serre la vis*.

A-t-on affaire à des exagérations journalistiques comme une gymnasienne le laisse entendre quelques jours plus tard dans une lettre à *24heures*? Pourquoi certains élèves ressentent-ils une pression si forte alors qu'ils ont choisi de suivre des études académiques? Pourquoi des professeurs les estiment-ils incapables? Pourquoi Léo souhaite-t-il que la direction serre la vis? Les adultes n'exigent-ils pas suffisamment de ces jeunes? Le laisser-aller règne-t-il?

Dans un établissement scolaire neuchâtelois, durant une leçon de couture, un jeune élève se fait rouer de coups de pied à la tête par un camarade. Il est hospitalisé dans un état comateux. Cellule de crise, intervention des psychologues. *Le Matin Dimanche* donne la parole aux témoins et aux autorités: *C'est un acte isolé [...] Le coupable, qu'on ne connaissait pas vraiment, toujours discret, a frappé puis a fondu en*

larmes [...] il n'y a aucun problème de violence dans cette école. Le vivre-ensemble fonctionne bien [...] La sérénité règne dans les établissements scolaires [...] Il ne faut pas faire d'amalgames [...] Un enseignant ne peut pas avoir les yeux partout. Et donner un coup de pied en pleine figure, ça ne prend pas dix minutes. En une fraction de seconde le mal est fait.

Le coupable a été mis à l'isolement. Il risque une mise à pied (?) et bénéficiera de l'accompagnement qui va de pair (?).

Y a-t-il eu un ou plusieurs coups? Pour qu'une telle scène soit possible, ne faut-il pas que le cogneur se soit levé pour frapper tel un karatéka ou que la victime ait été à terre? L'institutrice n'a rien vu ni entendu? Et les autres élèves? Pourquoi tant de précautions dans les commentaires? Pourquoi cet irénisme, cette façon de peindre l'école en rose? Tout allait si bien dans *ce collège aux allures paisibles, qui n'avait jamais connu d'autres problèmes que ceux de la discipline scolaire ordinaire...*

Jacques Perrin

On nous écrit

M. Pierre-Alain Tissot, lecteur fidèle, nous adresse un courrier à propos de l'article du 23 novembre dernier intitulé « Les peuples qui digèrent leur histoire et les autres ».

Sujet très intéressant et je vous suis volontiers sur l'Italie de Mussolini et l'Espagne de Franco; par contre je nuancerai quelque peu votre appréciation sur la volonté du président Poutine « d'assumer tout le passé du pays et de le glorifier à travers ses réalisations. »

En effet, il semble bien que le régime de M. Poutine ait une fâcheuse tendance à minimiser, voire effacer, certaines périodes tragiques et peu glorieuses pour la Russie.

En témoigne l'emprisonnement de l'historien Iouri Dmitriev pendant plus d'un an, sous de fausses accusations, libéré sous contrôle judiciaire, le 27 janvier 2018, faute de preuves. Iouri Dmitriev dérange le Kremlin parce qu'il a, en 1997, découvert le charnier de Sandormokh, en Carélie, et y a établi la liste de 6214 noms de victimes de la Grande Terreur qui y sont enfouies. Iouri Dmitriev a aussi le tort, aux yeux du pouvoir russe, d'être membre de l'association internationale Memorial.

Sources :

- Le Temps du 15 août 2017 « Le Kremlin réduit au silence les pourfendeurs de Staline ».
- Tomasz Kiszny, *La Grande Terreur*, éditions Noir sur Blanc, 2013, p. 384.

Iouri Alekseïevitch Dmitriev: « Un homme ne devrait pas disparaître sans laisser de traces. Il devrait avoir une tombe. Les êtres humains se distinguent en cela des papillons. Les papillons vivent brièvement et n'ont pas de mémoire, les hommes vivent longtemps et se souviennent. Ils devraient se souvenir. La mémoire, c'est une des choses qui fait qu'un homme est un homme, qu'un peuple est un peuple, et pas uniquement une population. »

Commentaire :

Les arrestations à répétition de l'historien Iouri Dmitriev – la dernière date de juin 2018! – sont indignes et méprisables. Les nouvelles accusations font état de pédophilie et de détention illégale d'armes. (Réalité: photo de sa fille pour le médecin et pétoire H.S.). Ce spécialiste de la Terreur stalinienne dérange. Sans lui et d'autres chercheurs, le bouleversant livre de Kiszny que M. Tissot mentionne n'existerait pas. Sur ce point, nous sommes d'accord: la recherche historique doit être libre, de même que le militantisme pour la réhabilitation des victimes du totalitarisme communiste. Je suis prêt à signer une pétition pour la libération de Dimitriev.

Sur le deuxième point, nous sommes aussi d'accord pour constater que Poutine cherche à masquer et à minimiser les périodes sombres de la Russie, et surtout de l'URSS. Poutine n'est pas historien, il fait de la politique. Comment gérer un passé chargé de lourdes tragédies, d'abominations irrémédiables? Pour ne prendre que l'exemple des grandes purges de 1937-1938, on estime les victimes à 1 500 000 dont la moitié ont été exécutées, les autres envoyées au goulag, avec un espoir modéré d'en sortir vivant. Il est bon que des historiens établissent ces faits et les interprètent. Il est bon que les victimes soient honorées à l'instar de celles de la Grande Guerre patriotique. Ce sont des blessures terribles, sans remède, que seul le temps cicatrise.

Nous autres Occidentaux sommes abreuvés du discours sur le « devoir de mémoire » à fonction éducative, afin que les horreurs du passé ne se reproduisent pas. Poutine choisit une autre voie: le devoir d'oubli pour le pire, et le devoir de mémoire pour le meilleur. Cette manière est peut-être discutable sur le plan moral, mais elle est politiquement prudente et constructive, parce qu'elle s'inscrit dans la logique

des choses. Les exactions du stalinisme sont une affaire intérieure, une affaire de famille. Contrairement au nazisme, il n'y a pas de comptes à rendre au niveau planétaire, ce qui simplifie l'appréhension du problème. La victoire de 1945 a masqué les crimes du Petit Père des peuples. Malgré la déstalinisation, les décennies suivantes ont déposé une lourde chape sur la réalité du communisme vécu avant la guerre. Aujourd'hui, les proches des victimes sont en voie de disparition et la génération actuelle nourrit d'autres priorités que de mettre au jour des charniers. C'est triste, voire impie, mais c'est ainsi.

Le gouvernement actuel n'a pas l'intention de réhabiliter Staline, mais d'inscrire cette période comme une

épreuve collective dont le peuple russe serait sorti grandi. Que Poutine veuille contrôler le passé pour mieux diriger l'avenir montre qu'il est un politicien avisé et qu'il procède exactement comme ses pairs occidentaux quand il s'agit d'instrumentaliser l'histoire; toutefois il le fait avec d'autres visées, d'autres critères et dans un contexte très différent du nôtre. Ses principes ont un exemple illustre chez un souverain révérend: Henri IV. Pour fonder la paix en son royaume, après les guerres de religion, il exige, dans le fameux Edit de Nantes « que la mémoire de toutes choses passées d'une part et d'autre [...] demeurera éteinte et assoupie, comme de choses non advenues. »

J.-B. Rochat

Occident express 20

Les Suisses et les Serbes sont des petits peuples qui disent non. Se distinguant, l'un par sa neutralité, l'autre par son bellicisme, les deux semblent contempler le monde qui passe sous leurs fenêtres avec la dernière méfiance. Farouchement anti-mondialistes, démocrates par devoir plus que par conviction, claniques par nature, ces deux-là sont plus semblables qu'il n'y paraît. Leurs mythes fondateurs pourraient expliquer ces communes dilections. Guillaume Tell a assassiné Gessler, le représentant de l'Empereur, au « Chemin creux » en 1307 et Miloš Obilić a assassiné le Sultan Mourad à la bataille de Kosovo en 1389. Dans les deux cas, ce sont des actes de bravoure qui n'ont pas modifié le cours de l'histoire. Guillaume comme Miloš sont des hommes du peuple, pas des riches, pas des seigneurs. Ils tuent l'occupant sans réfléchir aux conséquences de leur acte, par principe plus que par devoir. Ils ne calculent pas, Guillaume et Miloš, ils n'ont peur de rien. Ils disent non. Ils font du meurtre un

sacrement, de la violence un devoir, de l'isolement une vertu, de l'honneur une religion, du compromis une trahison, du calcul un sacrilège. L'un et l'autre sont des mythes non seulement parce qu'ils n'ont pas existé mais aussi parce qu'ils ne proposent pas de solutions pratiques: ils ne font que rappeler un principe absolu qui ne peut exister qu'en-dehors des contraintes de la réalité. Et puis Guillaume et Miloš ne sont pas les enfants du XIV^e mais du XIX^e siècle, à l'heure où les nationalismes naissants exigeaient les preuves d'un passé lointain, héroïque et glorieux, pour convaincre les ouvriers de se faire soldats. Ils sont l'imaginaire Ligne Maginot que l'on érige à la hâte autour de quelques maigres frontières. Comme la rose du Petit Prince qui, vantant ses quatre petites épines, avertit: « Ils peuvent venir, les tigres, avec leurs griffes! » Qui tueraient-ils aujourd'hui, Guillaume et Miloš? Sont-ils aux aides sociales, dépressifs et inadaptés, ou bien attendent-ils leur heure?

David Laufer

«Destins d'ici»: le regard de Bertil Galland sur la Suisse du XX^e siècle

Et de huit! Bertil Galland vient de publier chez Slatkine *Destins d'ici*, huitième et dernier volume d'une saga qui fera date dans l'histoire de l'édition et du journalisme en Suisse romande. Dans *Une aventure appelée littérature romande*, le subtil Bertil nous livrait des réflexions et des confidences sur Chappaz, Chessex et d'autres qu'il avait eu l'audace de publier à une époque où ces noms étaient encore presque inconnus du grand public. Il y eut aussi *Les pôles magnétiques*, ses mémoires de jeunesse, *Les choses, les langues, les bêtes*, «petite encyclopédie intime» saluée par l'Académicien François Cheng comme «un livre de vie» et «de célébration des dons d'ici», *L'Europe des surprises*, ouvrage dont nous avons recommandé la lecture pour bien saisir les mécanismes et les principales étapes de la fin d'un monde, celui du bloc de l'Est.

Cette pétillante et jubilatoire série d'*Ecrits* s'achève en beauté sur un tableau de la Suisse de la seconde moitié du XX^e siècle, riche en péripéties politico-médiatiques et serti de portraits de personnalités hors du commun, notamment ceux de l'austère et populaire Georges-André Chevallaz, du trop méconnu Jean-Pierre Pradervand, l'un des rares Suisses que de Gaulle honora par une invitation personnelle à dîner en famille, de Jean-Pascal Delamuraz et de Roger Givel.

Journaliste et grand reporter à la *Feuille d'Avis de Lausanne* (dès 1963), à *L'Hebdo* (1990), au *Nouveau Quotidien* (1991-1996), Bertil Galland a aussi chroniqué au *Temps* («D'un siècle à l'autre», 1996-1999), à *24 heures* («Cartulaire», 1999-2002) et même à *Coopération* («L'arpenteur», dès 2002), avant de renouer ces dernières années avec *La Nation*. Ce qu'on sait moins, c'est qu'avant de s'initier au journalisme professionnel outre-Atlantique à la fin des années 50, il a fait ses débuts aux côtés de Jean-Marie Vodoz dans *Cocorico*, une feuille de chou vouée à la défense des épiciers vaudois, et dans *Conquête*, organe de la Fédération ouvrière vaudoise. Il a été pendant dix ans, de 1952 à 1957, puis de 1959 à 1963, le secrétaire permanent de ce syndicat issu en 1947 des Organisations ouvrières de la Fédération vaudoise des corporations qui venaient d'être dissoutes. Un an plus tard, la FOV était rattachée à l'Association suisse des syndicats évangéliques; elle se transformera ultérieurement en Fédération interprofessionnelle des salariés avant de fusionner avec UNIA, aboutissant ainsi dans le giron de ce qu'on considérait avec horreur, soixante ans plus tôt, comme les syndicats «rouges».

Pourquoi ces précisions? Parce que Bertil Galland, dans la première partie de *Destins d'ici*, évoque avec bonheur cette première étape de sa vie professionnelle. Il participe alors à des négociations épuisantes, face à des employeurs fort réputés pour leurs vins, mais souvent réticents à délier les cordons de leur bourse. Aux échéances du contrat collectif de travail, toute augmentation de salaire revendiquée par le personnel de leurs caves – pour un train de vie qui restait d'une extrême modestie – «suscitait des refus indignés et des cris de souffrance, comme si chaque pièce de cent sous était chirurgicalement extraite de leurs tripes». A Lutry, Jean Ceppi, caviste chez Bujard et délégué syndical, lui confie un jour que l'hypothèse d'une grève, appuyée d'un simple soupir, suffisait – venant de ce syndicaliste connu pour sa conscience professionnelle – à faire céder les employeurs les plus endurcis... Impensable outre-Jura!

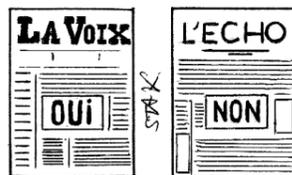
A la fin de l'ouvrage, on s'immerge dans les années 40 avec une interview du journaliste Jean-Rodolphe de Salis, souvent présenté comme l'*alter ego* de René Payot sur les ondes alémaniques. Le conseiller fédéral Marcel Pilet-Golaz, à qui de Salis devait son emploi à Radio-Beromünster, y apparaît sous un jour très favorable: «[...] Il était en tout cas plus intelligent que quelques autres – comprenez le général Guisan, mais il ne faut pas le dire car c'était un héros. Ce qui m'a frappé, c'est que les collègues de Pilet-Golaz, au Conseil fédéral, l'appréciaient». Ce jugement rappelle une théorie empirique du regretté Philibert Muret selon laquelle l'accueil de Guisan et de Pilet-Golaz répond toujours à un jeu de bascule: lorsqu'on dit du bien de l'un, on ne manque pas de critiquer l'autre, et vice-versa.

Entre ces deux «pôles magnétiques» se situent de belles pages consacrées aux médias, de la Radio romande de Benjamin Romieux à la Télévision de Claude Torracinta en passant par Pierre Béguin, ce grand patron de la *Gazette de Lausanne* «qui avait un tempérament d'une sensibilité de libellule», Frank Jotterand, l'animateur de la *Gazette littéraire* au tempérament d'artiste, Robert Moulin père et fils, «qui ne cessent de respirer en musique» et à qui l'on doit tant de chansons, sans oublier l'aventure du *Nouveau Quotidien*. Jacques Pilet, directeur de ce journal qui se proclamait à la fois «suisse et européen», a droit à un portrait des plus flatteurs: «[Il] me fait penser au dompteur qui fait légèrement claquer l'extrémité de son fouet devant le museau de ses fauves. Il n'aimait pas voir les têtes de ses rédacteurs dodeliner. Il ne songeait jamais à punir mais, par crainte d'endurer son mépris, on se redressait. [...] Ah, Pilet pouvait se tromper, se révéler injuste, exigeant, susceptible, mais quel talent chacun devait lui reconnaître, et quel chef!»

Plusieurs chapitres sont consacrés à la manière dont Bertil Galland et la rédaction du *Nouveau Quotidien* ont vécu le «non» de la Suisse à l'Espace économique européen un certain «dimanche noir» de 1992. Les relations entre Berne et Bruxelles relèvent du «sac de nœuds». Le 22 octobre 1991 à Luxembourg, la conférence de presse

au cours de laquelle René Felber et Jean-Pascal Delamuraz déclarent que le vote de l'année suivante sera déclaré officiellement «la voie d'une adhésion» à l'Union européenne, constitue aux yeux de notre journaliste «l'une des communications officielles les plus calamiteuses de l'histoire politique de la Suisse». Il comprend tout de suite que ce «coup de théâtre de Luxembourg» présage un désastre pour tous les europhiles. Le désarroi règne dans le bunker du *Nouveau Quotidien* à la rue Montelly. Bertil Galland va «cuisiner» Delamuraz à Berne en mars 1992; au cours de l'entretien, il éclate: «Votre position, pardonnez-moi, me paraît intenable; vous n'allez pas éviter que la question de l'adhésion de la Suisse à l'Europe [...] soit débattue au moment du vote sur l'EEE!»; imperturbable, le chef du Département de l'économie publique continue de marteler qu'un «non» à Bruxelles conduirait à des transferts d'emploi, au déclin. Adolf Ogi, l'UDC bernois qui fait pencher le Conseil fédéral vers l'Europe, doit aussi répondre à des questions sans complaisance. Mieux! Bertil Galland organise à Montelly un débat avec deux historiens, Georges-André Chevallaz et Jean-François Bergier. Chevallaz, fermement opposé à l'EEE et au mieux de sa forme, dit observer dans l'histoire de la Suisse «un esprit général de résistance à l'autorité, qu'elle vienne du dehors ou du dedans» et voit dans la démocratie directe «un comportement critique vis-à-vis du pouvoir». Pan! Le 6 décembre 1992, une majorité de Suisses vote contre l'EEE: «Le nez politique de Pilet reçut un coup de massue et saigna», commente sobrement Bertil Galland. Mais pourquoi le refus alémanique? Il se rend à Bâle, où son confrère Oskar Reck lui explique ce refus en trois mots: la peur de l'Allemagne! Delamuraz, à Glaris, avait objecté qu'«Hitler est mort». Et si la réalité était plus complexe?

Qu'on permette aussi au soussigné de s'interroger sur cette «majorité massive des Romands» qui a dit «oui» à l'EEE.



Le conseiller fédéral Guy Parmelin abandonne le département militaire pour celui de l'économie. Au lendemain de cette annonce, l'éditorialiste d'un grand quotidien intello-libéral romand a fait savoir que cela ne lui convenait pas, qu'il aurait préféré voir Mme Keller-Sutter à la tête de l'économie, et que (par conséquent) M. Parmelin était un gros incapable. Le mot «paysan» n'a pas été écrit, mais on devinait qu'il n'était pas loin.

LE COIN DU RONCHON

Nous avons été extrêmement agacé par la désinvolture de ce verdict, au point que nous avons presque eu en-

Georges-André Chevallaz n'était pourtant pas seul à mettre en garde contre une adhésion. Il y avait à ses côtés des personnalités aussi estimables que la conseillère nationale Suzette Sandoz, les professeurs François Schaller et Pierre Goetschin¹. Pierre Bolomey et Olivier Delacrétaz, redoutant la perte massive de compétences des cantons, ont aussi combattu «EEE la nébuleuse» dans un *Cahier de la Renaissance vaudoise*². Mais voilà, on ne leur accorda que des miettes de colonnes ou de temps d'antenne alors que certains «petits ventilateurs» pro-européens ne savaient plus où donner des pales. Catherine Wahli, dans le *Journal de Genève*, a osé dire la vérité: «La presse et le monde politique ont pris fait et cause pour l'EEE et les opposants n'avaient pas un mot à dire. Ces derniers étaient tout de suite traités d'idiots ou de conservateurs réactionnaires»³. Honneur donc à Bertil Galland qui brisa cette omerta pour donner la parole au plus en vue des opposants. Il n'a cessé, tout au long de sa carrière, de s'intéresser à «la personne d'en face».

Aujourd'hui, lorsqu'une journaliste du *Temps*⁴ lui demande ce qui lui reste à découvrir, Bertil Galland répond: «La tombe!» A en juger par sa forme éblouissante, sa mémoire sans failles et son inlassable curiosité pour un monde qui ne cesse de le surprendre, il devrait plutôt penser à cette observation de notre ami commun l'abbé Gilbert Vincent: «Est vieux celui qui a dix ans de plus que nous!» Ce qui laisse toujours de la marge.

Jean-Philippe Chenaux

¹ G.-A. Chevallaz et al., *La Suisse face à l'Europe*, Groupe du 6 décembre [1992], 1993.

² P. Bolomey, O. Delacrétaz, *EEE la nébuleuse*, illustr. d'André Paul, CRV, no 134, 1992.

³ C. Wahli, «Cessons de parler de clivage», *Journal de Genève*, 16 février 1993.

⁴ L. Koutchoumoff Arman, Rencontre littéraire avec Bertil Galland à la Fondation Michalski, 8 décembre 2018.

Le pour et le contre

vie d'écrire, une fois de plus, quelque chose d'assez méchant sur les journalistes.

Et puis, aussitôt après, nous sommes tombés sur la «une» d'un autre quotidien, plus vaudois heureusement, où, ô surprise, l'éditorialiste soutenait exactement l'inverse, en soulignant que «le ton bonhomme et pragmatique de Parmelin peut sans doute débloquent les crispations avec les partenaires sociaux et les paysans».

Deux éditoriaux, deux avis différents! Une presse non unanime, une pensée non unique, une véritable pluralité d'opinion, même sur un sujet important. Ne boudons pas notre plaisir, c'est Noël.

La Nation

Rédaction

Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier
CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)
Fax 021 312 67 14

courrier@ligue-vaudoise.ch
www.ligue-vaudoise.ch

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges